

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/W/19

5 mars 1999

(99-0915)

Comité de l'accès aux marchés

INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTEME HARMONISE DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC LE 1^{ER} JANVIER 1996

Projet de décision portant prorogation de délai

Les Membres,

Considérant que, par leurs Décisions des 13 décembre 1995, 18 juillet 1996, 24 avril 1997, 22 octobre 1997, 24 avril 1998 et 14 octobre 1998¹, les Membres de l'OMC, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 30 avril 1999, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé,

Notant que les Membres énumérés dans l'annexe ont soit demandé à bénéficier de la dérogation, soit demandé une prorogation de la dérogation pour les raisons exposées dans leurs demandes,

Considérant que les Membres concernés auraient besoin de plus de temps pour procéder aux consultations ou aux éventuelles négociations au titre de l'article XXVIII, [compte tenu aussi en particulier des réserves générales formulées par les autres Membres,]

Agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de suspendre l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 31 octobre 1999, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé, sous réserve des conditions suivantes:

- i) le Membre concerné devra avoir présenté la documentation requise en vertu du paragraphe 2 des procédures simplifiées adoptées par le Comité des concessions tarifaires institué dans le cadre du GATT de 1947 pour la mise en application des modifications apportées au Système harmonisé²; ou, si des circonstances spéciales le justifient, le Membre concerné devra avoir demandé l'assistance technique du Secrétariat pour mettre au point cette documentation;

¹ WT/L/124 + Corr.1, WT/L/173, WT/L/216, WT/L/243, WT/L/268 et WT/L/281.

² IBDD, S39/339.

- ii) dans les cas où cela sera nécessaire, le Membre concerné engagera dans les moindres délais des négociations et des consultations avec les Membres intéressés conformément aux paragraphes 1-3 de l'article XXVIII du GATT de 1994;
- iii) les négociations et consultations susmentionnées devront être terminées pour le 31 octobre 1999 au plus tard;
- iv) en attendant l'entrée en vigueur des résultats des négociations ou des consultations susmentionnées, les autres Membres auront la faculté de suspendre des concessions initialement négociées avec le Membre concerné dans la mesure où ils considéreront que celui-ci n'offre pas une compensation suffisante.

ANNEXE

1. Membres qui ont demandé une prorogation du délai de la dérogation ci-dessus

Afrique du Sud*	Israël
Argentine*	Malaisie
Australie	Malte
Bolivie	Maroc
Brésil	Mexique
Brunéi Darussalam	Norvège
Bulgarie	Nouvelle-Zélande
Canada	Pakistan
Corée	Panama
Costa Rica	Paraguay
Égypte	Slovénie
El Salvador	Suisse
États-Unis	Thaïlande
Guatemala*	Tunisie
Honduras	Uruguay
Inde	Venezuela
Islande	

* Demande de prorogation non reçue au 3 mars 1999.

2. Membres qui ont demandé à bénéficier de la dérogation

Maldives
